



**PUBLIE LE 15 DEC. 2025**

**ACTION EN JUSTICE  
AFFAIRE SARL NLA PROMOTION C/ VILLE DE ROUEN  
ESTER EN JUSTICE  
AUTORISATION  
Réf. 2025 / 80**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,

CONSIDERANT :

- Que la Ville a, par arrêté du 31 octobre 2023, retiré la décision de non-opposition à une déclaration préalable accordée à la société SARL NLA PROMOTION pour l'abattage d'arbres, sur la parcelle cadastrée DL749 sise rue de la Petite Porte à Rouen,
- Que par une requête en date du 14 mars 2024, la société SARL NLA PROMOTION a sollicité du Tribunal administratif de Rouen, l'annulation de la décision de retrait de sa déclaration préalable et de la décision de rejet implicite de son recours gracieux,
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

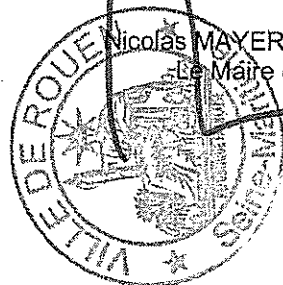
DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1<sup>er</sup>. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 23 septembre 2025

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL  
Le Maire de Rouen



La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du CJA.